

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 25 avril 2007

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale à titre Ordinaire, pour vous rendre compte de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2006 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice, comptes Société-Mère et comptes consolidés.

Lors de l'Assemblée, vous entendrez la lecture des rapports sur les comptes de l'exercice 2006 de Monsieur Bernard PEROT, représentant le Cabinet KPMG SA et Monsieur Olivier THIBAUT, représentant le Cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS Audit, Commissaires aux Comptes Titulaires.

Les rapports des Commissaires aux Comptes, le rapport de gestion ainsi que les comptes annuels et autres documents s'y rapportant ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

1) ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES ET SOCIETES CONTROLEES

L'année 2006 confirme la stratégie poursuivie par BONGRAIN SA avec le rétablissement des résultats après une année 2005 marquée par la conjonction de nombreux éléments défavorables.

Au cours de cette année, BONGRAIN SA a mené de nombreuses actions pour améliorer sa performance économique, et renforcer l'investissement sur les marques majeures et la consolidation des positions de marchés stratégiques.

Ces actions sont à la fois opérationnelles, avec la mise en œuvre de nombreux plans de compétitivité, et stratégiques par des décisions importantes concernant le périmètre d'activité, comme la cession des activités en Australie ou la mise en place d'une alliance stratégique en Argentine.

NORMES COMPTABLES

Les comptes consolidés de Bongrain SA ont été établis, pour la première fois pour l'exercice clos le 31 décembre 2005, en appliquant les normes IFRS.

Dans un souci d'amélioration de la présentation économique des comptes, un certain nombre de charges courantes ont été réaffectées entre, d'une part, les "autres charges d'exploitation", et, d'autre part, les "consommations externes" et les "frais de personnel". Pour une meilleure comparabilité, un reclassement équivalent a été opéré sur les comptes de 2005. Ces réaffectations/reclassements sont décrits dans l'annexe aux comptes consolidés.

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le **périmètre de consolidation par intégration globale** a évolué du fait des opérations suivantes :

- en **Australie**, cession des Sociétés Lactos et Lactos Fresh.
- en **Argentine**, apport de la société Santa Rosa à la société Milkaut, et prise de participation minoritaire dans le nouvel ensemble.

ACTIVITE & RESULTAT

Au 31 décembre 2006, le chiffre d'affaires de BONGRAIN SA, présenté selon les normes IFRS, s'établit à

€ 3 338,0 millions contre **€ 3 349,5 millions** pour la même période de l'année précédente, soit une évolution de -0,3 %.

Celle-ci provient de la croissance interne pour 0,9%, d'un effet de structure de -1,4% et d'un effet de change quasiment neutre à 0,1%.

La part du chiffre d'affaire réalisé hors de France reste constante à 62% par rapport à 2005.

Le résultat opérationnel courant progresse de 9,7% par rapport à 2005. Il s'élève à **€ 147,7 millions**. La marge opérationnelle courante se redresse de 4% du chiffre d'affaires en 2005 à 4,4% en 2006. Cette amélioration a été obtenue grâce :

- au bon développement des volumes à l'International ;
- aux efforts de compétitivité industrielle, permettant d'atténuer les effets de la forte dérive des coûts de l'énergie ;
- à la bonne évolution des cotations de produits industriels qui ont permis de compenser la poursuite de la baisse des subventions ;
- à la nette amélioration du marché de la viande de veaux au premier semestre 2006.

Le résultat opérationnel courant des "Produits Fromagers" progresse de + 5,4% par rapport à 2005. Le taux de marge opérationnelle courante de ce secteur d'activité s'améliore de 5,3% à 5,7%. Le secteur de la "Gastronomie" poursuit sa progression : après une amélioration de sa marge opérationnelle courante de 1,8% en 2004 à 5% en 2005, elle s'élève à 9,4% en 2006. Le taux de marge opérationnelle courante des "Autres Produits Laitiers" progresse également de 2,4% à 2,6%.

♦ Activités fromagères :

Le chiffre d'affaires des activités fromagères est en retrait de 2% par rapport à 2005, à **€ 2 121,0 millions**, soit 63,5 % du chiffre d'affaires total de Bongrain SA. Cette part relative était de 64,6 % en 2005.

Cette baisse est due à un effet de structure de -2,4%, essentiellement la cession de la société Lactos en Australie à la fin du premier trimestre 2006.

L'effet de croissance et l'effet de change sont tous deux légèrement positifs à 0,2%.

En **France**, l'évolution du chiffre d'affaires est restée défavorable, avec la poursuite de la forte pression sur les prix amorcée depuis 2004. Dans ce contexte difficile, les marques majeures continuent cependant de bien résister, voire pour certaines parmi les plus importantes de connaître un très bon niveau de développement. Le mouvement de baisse affecte principalement des marques moins fortes.

Sur les autres pays d'**Europe de l'Ouest**, le chiffre d'affaires est satisfaisant malgré une forte concurrence sur tous les marchés.

La situation des pays d'**Europe Centrale et Orientale** a été marquée par la fermeture des importations Russes en provenance d'Ukraine qui a fortement pénalisé les ventes de la filiale Ukrainienne. La croissance des ventes reste une priorité sur nos différents marchés.

Le Chiffre d'Affaires connaît une évolution favorable à l'**International**.

Le résultat opérationnel courant ressort à € 121,9 millions, en amélioration de 5,4% par rapport à 2005, avec un taux de marge opérationnelle de 5,7%. Les positions de la plupart des marques majeures du Groupe ont été améliorées. Les budgets publi-promotionnels ont été renforcés. La pression sur les prix de ventes reste cependant forte, dans un environnement commercial très concurrentiel.

Les plans de compétitivité ont permis de compenser tant les effets déflationnistes sur les prix de vente que la vive hausse des coûts de certains facteurs de production, notamment l'énergie.

Le prix du lait a été orienté à la baisse dans la plupart des marchés. L'évolution des cours mondiaux des protéines laitières a eu un effet favorable sur la vente des sous-produits de l'activité fromagère.

♦ **Autres produits laitiers :**

Le **chiffre d'affaires** des autres produits laitiers ressort à **€ 1 115,2 millions**, en hausse de 2,1% par rapport à 2005. L'effet de change est peu significatif sur l'exercice. L'effet de croissance est positif, à + 1,8%. Il résulte de l'amélioration de la cotation des protéines laitières, ainsi que du prix de vente de la viande de veau au seul premier semestre. L'activité de beurres industriels a été affectée par la conjoncture internationale.

Le résultat opérationnel courant des "Autres produits laitiers" ressort à € 29,1 millions, soit une amélioration de 10,8% par rapport à 2005. Cette évolution favorable est principalement liée à une amélioration du marché de la viande de veaux au premier semestre 2006, atténuée au 2^{ème} semestre, après une année 2005 très défavorable. La marge opérationnelle courante n'est cependant pas revenue au niveau de 2004 en raison de la baisse conjoncturelle sur les beurres industriels, et de la poursuite de la baisse des subventions : elle s'élève à 2,6% en 2006.

♦ **Gastronomie :**

Le chiffre d'affaires de la Gastronomie s'élève à **€ 97,1 millions**, en hausse de 16,8% par rapport à 2005. Cette progression est due à l'excellent développement des opérations.

Le résultat opérationnel courant progresse de 118%, à **€ 9,1 millions**.

Cette amélioration résulte du fort développement de l'activité.

♦ **Eléments non affectés aux activités :**

Le résultat opérationnel courant des éléments non affectés s'élève à € -12,3 millions (2005 : € -11,6 millions). Ils représentent principalement les charges des sociétés holdings.

Les **éléments non récurrents** représentent **+ € 29,0 millions**, contre **- € 12,8 millions** en 2005.

Les principaux éléments non récurrents sont :

- des plus-values de cession pour **+ € 54,0 millions** ;
- des ré-évaluations de la juste valeur de certains actifs pour **- € 19,0 millions**.

L'amélioration de l'environnement économique de certains pays d'Europe Centrale et Orientale s'avère beaucoup plus lente que prévue lors des acquisitions des filiales opérant sur ces marchés, avec notamment une perspective plus lointaine d'adhésion à l'Union Européenne.

Le **résultat opérationnel** s'élève à **€ 176,7 millions** en hausse de 45,1% par rapport à 2005.

Les **charges financières nettes** de BONGRAIN SA ressortent à **- € 19,4 millions** pour l'année 2006, comparé à **- € 33,1 millions** en 2005. Cette évolution très favorable reflète l'allègement de l'endettement net du Groupe, ainsi que l'effet du traitement des positions de change en fin d'exercice, conformément aux normes IFRS.

La **quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence** ressort à **€ 6,2 millions**, en retrait de € 3,9 millions par rapport à 2005.

A - **€ 44,5 millions**, l'**impôt sur les sociétés** est en hausse de € 13,6 millions par rapport à 2005. Le taux effectif ressort à 27,2%, contre 31,4% en 2005, une partie des plus-values de cession d'actifs n'étant pas imposable.

Le **résultat net** de BONGRAIN SA, à **€ 118,9 millions**, est en hausse de **€ 51,2 millions**, soit **+ 75,5 %**, par rapport à 2005, reflétant l'ensemble des évolutions expliquées ci-dessus.

EFFECTIFS

Les **effectifs moyens**, y compris les intérimaires, des sociétés intégrées globalement comprenaient **18.587 collaboratrices et collaborateurs** en 2006, en baisse de 5,4% par rapport à 2005 (dont 2,4% liés aux changements de périmètre). Ils se répartissaient entre :

- ♦ Produits fromagers pour 79 %
- ♦ Autres produits laitiers pour 14 %
- ♦ Gastronomie pour 4 %

INVESTISSEMENTS

Comme cela avait été prévu, les **investissements corporels & incorporels** de BONGRAIN SA ont baissé en 2006 de 27% par rapport à 2005 ; leur montant s'est élevé à **€ 100,2 millions** en 2006, par rapport à un montant de **€ 136,8 millions** en 2005.

Par secteur d'activité, les investissements se répartissent de la façon suivante :

- ♦ produits fromagers pour 70 %
- ♦ autres produits laitiers pour 22 %
- ♦ gastronomie pour 1 %
- ♦ autres non affectés pour 7%

Les **acquisitions et investissements financiers** de l'année s'élèvent à **€ 33,0 millions**. Ceux-ci comprennent notamment l'accroissement des placements financiers courants et du pourcentage de détention de certaines filiales.

RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

Les activités de recherche et développement continuent à recevoir une attention particulière, l'innovation étant un des facteurs clefs de réussite sur tous les secteurs d'activité. Les opérations de recherche et développement demeurent pour l'essentiel décentralisées dans le cadre des organisations de production locales afin de coller au plus près aux besoins des marchés.

Les dépenses de recherche et développement sont comptabilisées, pour leur totalité, dans les comptes de charges par nature concernés.

SITUATION FINANCIERE

Le **bilan** du groupe reflète une situation financière toujours satisfaisante.

Les **fonds propres**, à **€ 981,9 millions**, progressent de € 80,7 millions, du fait essentiellement du résultat de l'année, minoré d'un écart de conversion négatif.

L'**endettement net**, à **€ 422,0 millions**, en très forte diminution de € 150,5 millions, reflète la très forte progression du *free cash flow*. Il représente 43,0 % des capitaux propres, contre 63,5% au 31 décembre 2005.

Le **free cash flow** (flux générés par l'exploitation moins flux utilisés pour les investissements), progresse très fortement. Il ressort à **€ 155,3 millions, contre € 6,1 millions en 2005.**

BONGRAIN SA ne présente pas d'exposition significative aux risques des marchés financiers. Les risques de change sont, comme par le passé, limités par la politique d'implantation d'unités de production près des marchés de commercialisation. Les risques de taux sont, en permanence, gérés dans le cadre d'une politique de couverture prudente.

PERSPECTIVES

L'exercice 2006 a permis à BONGRAIN SA de renouer avec une trajectoire favorable de résultat, grâce à l'amélioration de sa compétitivité ainsi qu'à l'effet favorable d'éléments de marchés, notamment pour ce qui concerne le domaine de la viande de veau. Celui-ci reste volatil et n'a pas évolué favorablement fin 2006 et début 2007. En revanche, les actions entreprises en 2006 en terme d'amélioration de la performance économique de l'Entreprise seront poursuivies et étendues en 2007.

BONGRAIN SA poursuivra en 2007 sa politique prudente des engagements d'investissements industriels.

Société-mère

En 2006, les comptes de votre société ont été établis en utilisant les mêmes principes et méthodes comptables.

ACTIVITES ET RESULTATS

Les produits d'exploitation de l'exercice 2006, comprenant les loyers et les redevances de propriété industrielle et incorporelle versés par vos filiales, se sont élevés à € 45,7 millions contre 43,9 millions en 2005.

Le résultat financier est négatif de € 10,5 millions alors qu'il était positif de € 3,9 millions en 2005. Cette diminution provient principalement des acomptes sur dividendes des filiales.

Le poste "Impôts sur les bénéfices" est influencé par le régime de l'intégration fiscale. Ce régime permet de compenser les profits taxables avec les pertes fiscales de vos filiales françaises. La prise en compte des effets positifs des pertes fiscales a conduit votre société à la constatation d'un profit supplémentaire d'environ € 12 millions.

Le bénéfice net comptable, après prise en compte des amortissements et des dépréciations représente un montant de € 14,7 millions contre 23,6 millions en 2005.

Au cours de l'exercice, les investissements corporels et incorporels se sont élevés à € 4,4 millions contre 2,8 millions en 2005. Pour l'essentiel l'augmentation provient de la mise en place de nouveaux outils informatiques pour les systèmes d'informations. En 2006 votre société a mis en place un financement de la Compagnie laitière européenne qui représente la plus grande part des investissements financiers de l'exercice.

Comme par le passé, le portefeuille de valeurs mobilières de placement, d'un montant de € 144,7 millions, représente un placement de liquidités.

En ce début d'année, les premiers mois d'activité n'appellent pas de commentaires particuliers.

AFFECTATION DU RESULTAT

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2006 qui se monte à 14 746 403 euros, ce qui, augmenté du report à nouveau antérieur de 194 990 176 euros constitue un montant disponible de 209 736 579 euros, à la répartition suivante

Aux Actionnaires, un dividende de 1,60 € par action, soit 23 888 128 €

Au poste report à nouveau 185 848 451 €

Le Conseil d'Administration propose ainsi la mise en distribution, à compter du 10 mai 2007, d'un dividende de 1,60 € par action. Il est rappelé que le dividende proposé de 1,60 € est intégralement éligible à la réfaction de 40 % prévue à l'Article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Il sera payé à compter du 10 mai 2007 directement aux actionnaires qui sont titulaires d'actions inscrites dans un compte nominatif pur ou aux intermédiaires financiers chargés de la gestion des actions au porteur ou inscrites en compte nominatif administré, par l'intermédiaire de NATIXIS.

Pour satisfaire aux prescriptions légales, il est rappelé que les dividendes versés aux actionnaires au titre des trois derniers exercices s'établissent comme suit :

Versé en	Au titre de l'exercice	Nombre d'actions	Dividende Total	Dividende net par action	Avoir fiscal	Réfaction
2004	2003 (1)	15 432 216	22 975 383 €	1,54 €	0,77	N / A
2005	2004 (2)	15 432 216	23 888 128 €	1,60 €	N / A	50 %
2006	2005 (3)	15 432 216	20 902 112 €	1,40 €	N / A	40 %
2007	2006 (4)	15 432 216	23 888 128 €	1,60 €	N / A	40 %

- (1) dont 513 136 actions ne bénéficiant pas du dividende 2003
- (2) dont 502 136 actions ne bénéficiant pas du dividende 2004
- (3) dont 502 136 actions ne bénéficient pas du dividende 2005
- (4) proposition – dont 502 136 actions ne bénéficiant pas du dividende 2006

L'avoir fiscal a été retenu au seul taux de 50 % pour les besoins du présent tableau en ce qui concerne les exercices antérieurs concernés.

Nous vous informons qu'il n'y a pas eu en 2006 de dépenses somptuaires au sens de l'article 223 quater du Code Général des Impôts.

2) INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL

CAPITAL SOCIAL

Conformément aux dispositions légales, nous vous informons qu'à notre connaissance, le principal actionnaire connu de la Société, la Société SOPARIND SCA, détient directement ou indirectement 60,21 % du capital (soit 75,11 % en droits de votes bruts (tenant compte des actions BONGRAIN SA auto-détenues) et 76,68% en droits de votes nets (excluant les actions BONGRAIN SA auto-détenues).

Par ailleurs, les Sociétés Northern Trust CY (GB) et Brandes (Etats-Unis) détiennent respectivement 7,7 % au 12 février 2007 et 4,5% au 12 février 2007 du capital de votre Société.

Conformément aux résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Mixte du 27 avril 2000, le capital de votre Société est exprimé en euros et le nominal de chacune des 15 432 216 actions qui composent le capital est de 1 euro.

En application des dispositions prévues à l'art. L.225-102 du Code de Commerce, nous vous précisons qu'au 31 décembre 2006, les personnels de BONGRAIN SA et des Sociétés qui lui sont liées au sens de l'art. L.225-180, détiennent dans le cadre de Plans d'Epargne d'Entreprise et Fonds Commun de Placement d'Entreprise, 147 776 titres de la Société BONGRAIN SA, représentant au total 0,96 % du capital social de la Société.

Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat (réf : article L225-100.3 du Code de Commerce)

- La structure du capital social au 12 février 2007 :

Titres au nominatifs = 9 854 192 représentant 18 608 373 droits de vote nets
Titres au porteur = 5 578 024 représentant 5 578 024 droits de vote nets

- Les restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions :

Aucune restriction statutaire à l'exercice des droits de vote, ni aucune restriction aux transferts d'actions.

Un droit de vote double est attribué à toute action pour laquelle il est justifié d'une inscription en compte nominatif depuis 6 ans au moins au nom du même actionnaire.

- Les participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L233-7 et L233-12 (relatifs en particulier aux déclarations de franchissements de seuils) :

Participation détenue par SOPARIND SCA directement ou indirectement, au 12 février 2007 = 60,21 % du capital (soit 75,11 % en droits de votes bruts (tenant compte des actions BONGRAIN SA auto-détenues) et 76,68% en droits de votes nets (excluant les actions BONGRAIN SA auto-détenues).

Par ailleurs, les Sociétés Northern Trust CY (GB) et Brandes (Etats-Unis) détiennent respectivement 7,7 % et 4,5% du capital de BONGRAIN SA

- La liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci (résultant notamment des actions de préférence) :

AUCUN.

- les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier (cas par exemple des FCPE) :

AUCUN.

- les accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions ou à l'exercice des droits de vote (pacte d'actionnaires) :

en cas de vente d'actions issues de l'exercice de stock-options, existence d'un droit de préemption au bénéfice de BONGRAIN SA pour le rachat de ses propres actions.

- les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'Administration ainsi qu'à la modification des Statuts de la Société :

- les membres du Conseil d'Administration sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle pour des mandats d'une durée de 1 an, renouvelables. La composition du Conseil d'Administration vise à refléter l'internationalisation du Groupe, et comprend environ la moitié d'Administrateurs indépendants, en application des principes de bonne Gouvernance d'Entreprise.
- la modification des statuts s'effectue aux conditions de quorum et de majorité prévus par la loi en matière d'Assemblée Extraordinaire.

- les pouvoirs du Conseil d'Administration, en particulier l'émission ou le rachat d'actions :

délégations de compétences conférées par l'Assemblée Générale Extraordinaire au Conseil d'Administration pour :

- augmenter en une ou plusieurs fois le capital en numéraire ou par incorporation de réserves,
- le rachat d'actions de la Société à concurrence de 10% du capital social,
- l'augmentation du capital en faveur des salariés à concurrence de 3% dudit capital,
- l'émission en une ou plusieurs fois d'un emprunt obligataire.

- les accords conclus par la Société qui seraient modifiés ou prendraient fin en cas de changement de contrôle de la Société :

Emprunt syndiqué / placement privé.

- les accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'Administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique (en particulier, indemnités de départ et golden parachutes) :

AUCUN.

NEGOCIATIONS D' ACTIONS EN BOURSE PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS

L'assemblée générale ordinaire du 26 avril 2006, agissant dans le cadre des dispositions prévues à l'article L225-209 du Code de Commerce, a autorisé la société à racheter en bourse ses propres actions en vue de l'exercice de plans d'options d'achat d'actions, par les cadres dirigeants et/ou mandataires sociaux et/ou salariés de la Société ou des Sociétés affiliées, ou l'attribution gratuite aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société ou des Sociétés affiliées.

Prix maximum d'achat : 80 € par action.

Nombre maximum d'actions à acquérir : 6,75% du nombre d'actions existantes.

A ce titre, et au cours de l'exercice :

Il a été acquis 50 000 actions au cours de 54 €.

Il a été cédé 23 500 actions au cours moyen de 39,47 €.

Le montant des frais de négociation :

- à l'achat = 6 010 € TTC (impôt de Bourse compris)
- à la vente = pas de frais, s'agissant de l'exercice de levée d'options d'achat d'actions.

Au 31 décembre 2006, votre Société détient 528 636 de ses propres actions représentant 3,43% du capital, pour une valeur d'achat de 21 247 647 euros, ce qui représente une valeur nominale de 528 636 euros.

Néanmoins, et pour tenir compte des options d'achat d'actions exercées depuis le 1er janvier 2007, jusqu'au 14 mars 2007, il est précisé que votre Société ne détient plus que 502 136 actions représentant 3,25 % du capital, pour une valeur d'achat de 20 242 120 euros, ce qui représente une valeur nominale de 502 136 euros.

3) AUTRES PROJETS DE RESOLUTIONS A APPROUVER

En sus des projets de résolutions ci-dessus évoqués visant l'approbation des comptes, la proposition de versement du dividende / exercice 2006, les projets de résolutions ci-après sont soumis au vote de l'Assemblée des actionnaires.

5^{ème} à 15^{ème} résolutions

Composition du Conseil d'Administration

Il est demandé à l'Assemblée des actionnaires de renouveler le mandat de chacun des Administrateurs sortants et ce pour une durée d'un an, soit jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007. Ce renouvellement concerne :

- * Monsieur Alex BONGRAIN
- * Monsieur Armand BONGRAIN
- * Monsieur Daniel BRACQUART
- * Monsieur Jacques GAIRARD
- * Monsieur Michel GODET
- * Monsieur Bernard HOULOT
- * Monsieur Jean-William MATTRAS
- * Monsieur Xavier PAUL-RENARD
- * Monsieur Jürgen REIMNITZ
- * Monsieur Georges ROBIN
- * Monsieur Jean-Hugues VADOT

16^{ème} et 17^{ème} résolutions

Nomination de 2 nouveaux administrateurs

Dans un souci de bonne gouvernance d'entreprise et de renforcement des compétences au sein du Conseil, il est demandé à l'Assemblée de nommer 2 nouveaux administrateurs, extérieurs au Groupe BONGRAIN, pour une durée de 1 an, soit jusqu'à l'Assemblée 2008, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Les candidats proposés sont :

- Madame Dominique DAMON
Née le 18 octobre 1946 à Paris 16^e (75), de nationalité française

Et

- Madame Elisabeth LULIN
Née le 8 mai 1966 à Versailles (78), de nationalité française

18^{ème} et 19^{ème} résolutions

Renouvellement du mandat d'un des Commissaire aux Comptes titulaire et Nomination d'un Commissaire aux Comptes suppléant

Le mandat d'un des Commissaire aux Comptes titulaire, le Cabinet KPMG (1 cours Valmy - 92923 Paris La Défense Cedex) et de son suppléant venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire d'avril 2007, il est proposé à l'Assemblée :

- de renouveler, pour 6 exercices, le mandat du Commissaire aux Comptes titulaire sortant, soit jusqu'à l'Assemblée Générale 2013 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012 :

Le Cabinet KPMG
1 cours Valmy – 92923 Paris La Défense Cedex
Représenté par Monsieur Didier Thibaut de MENONVILLE

- de nommer, pour 6 exercices, comme Commissaire aux Comptes suppléant soit jusqu'à l'Assemblée Générale 2013 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012 :

Monsieur François CHEVREUX
Adresse : 1 cours Valmy – 92923 Paris La Défense Cedex

20^{ème} résolution

Rachat par la Société de ses propres actions

Le Conseil d'Administration sollicite la reconduction pour 18 mois de l'autorisation précédemment donnée au Conseil par l'Assemblée d'avril 2006 pour que la Société puisse procéder au rachat de ses propres actions, et ce à concurrence de 10 %maximum du capital social de la Société, compte tenu des rachats effectués au cours des exercices antérieurs.

Ces rachats pourront être effectués pour les objectifs ci-après, conformément à la réglementation en vigueur :

- l'attribution de ces actions aux cadres dirigeants et/ou mandataires sociaux de la Société ou des sociétés affiliées dans le cadre de plans d'option d'achat d'actions, ou l'attribution d'actions gratuites aux salariés et /ou mandataires sociaux de la société ou des sociétés affiliées.
- l'annulation de tout ou partie de ces actions,
- l'animation du marché des titres de la Société, cette animation étant réalisée par un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'Association Française des Entreprises d'Investissement
- la conservation de ces actions et leur remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe.

Il est proposé que le montant maximum des fonds consacrés à ce programme de rachat soit de 216 050 940 Euros, le prix maximum d'achat des actions ne devant pas être supérieur à 140 Euros par action.

Les projets de résolutions qui vous sont soumis, sont rappelés dans les principaux points de ce rapport. Nous vous remercions de la confiance que vous voudrez bien nous témoigner, en approuvant l'ensemble des résolutions soumises à votre vote.

Le Conseil d'Administration

Annexes au rapport de gestion

ANNEXE 1 : INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

(Le périmètre de reporting est conforme au périmètre financier du Groupe Bongrain)

RAPPORT ENVIRONNEMENTAL 2006

POLITIQUE GENERALE ET ENJEUX

Le Groupe Bongrain SA respecte un environnement qui lui garantit des matières premières de qualité. La démarche environnementale du Groupe s'inscrit donc dans des principes de responsabilité et de contribution au développement durable.

A chaque étape de l'élaboration d'un produit, de la conception à la livraison finale, le Groupe s'attache à limiter l'impact de son activité sur l'environnement.

En amont, le Groupe conduit une politique d'assistance et de conseil auprès des producteurs laitiers. Il les incite notamment à s'engager, en signant la « charte des bonnes pratiques d'élevage », à gérer d'une manière responsable leur exploitation et à mettre en œuvre des pratiques d'élevage raisonné.

De son côté, le Groupe adapte en permanence ses outils de production. Il applique des normes qui lui sont propres, plus contraignantes que celles imposées par la réglementation. Ses actions visent, en particulier, à limiter les rejets et à réduire l'utilisation de matières premières telles que le papier et le carton.

Les principaux risques identifiés ont trait à une possible pollution de l'eau, liée à l'utilisation de produits destinés au nettoyage, ainsi qu'aux installations frigorifiques présentes sur les sites de production.

Ces différents points sont suivis avec attention.

Toutefois, compte tenu de la nature de ses activités, le Groupe estime que son impact environnemental reste limité.

MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL ET CERTIFICATIONS

Sur l'ensemble du Groupe, parallèlement à la sensibilisation environnementale du personnel, la plupart des filiales disposent de collaborateurs en charge de l'environnement. Ceux-ci sont le plus souvent rattachés au Responsable du site ou au Directeur Général de la filiale. Véritables moteurs de la diffusion de la culture environnementale de l'entreprise, ils sont, en fonction de la taille de l'outil de production, totalement ou partiellement dédiés à cette tâche.

En complément, les Responsables de sites peuvent s'appuyer sur une structure de gestion des crises animée à partir du siège social et possédant des correspondants sur l'ensemble des implantations du Groupe. Dès le milieu des années 80, le Groupe s'est doté d'un outil interne de gestion des crises alimentaires prenant en compte le volet environnemental. Cette organisation de gestion de crise, en place au siège et dans chaque unité, permet de faire face aux situations inhabituelles et d'en réduire les conséquences éventuelles. Des exercices réguliers permettent d'en vérifier la réactivité et d'en perfectionner le fonctionnement. Un système d'évaluation du niveau de sécurité des sites industriels permet aux unités opérationnelles de définir et mettre en œuvre des politiques de prévention et de protection adaptées.

Le Groupe encourage toutes les initiatives visant à améliorer l'impact de ses activités sur l'environnement et favorise, à travers des groupes de travail transversaux, le transfert, entre les filiales, des bonnes pratiques dans ce domaine. Ainsi, les programmes d'amélioration des performances environnementales, visant à réduire les consommations d'eau, d'énergie ou d'emballages, se sont développés.

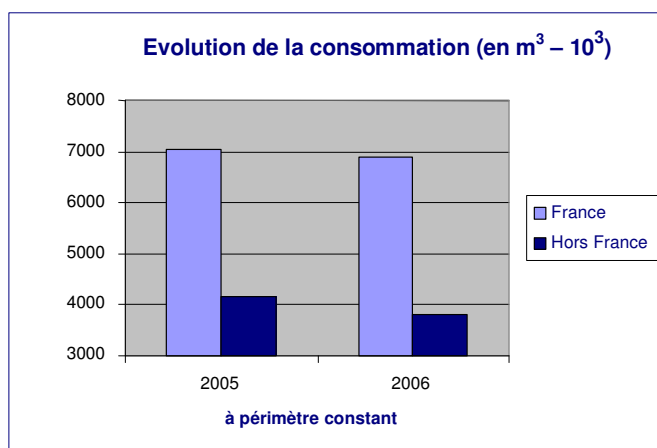
L'approche de la maîtrise des risques environnementaux continue de progresser par la mise en œuvre de systèmes de management sur la base des référentiels ISO 14001, ISO 9001, ISO 22000...

REDUIRE LA CONSOMMATION D'EAU

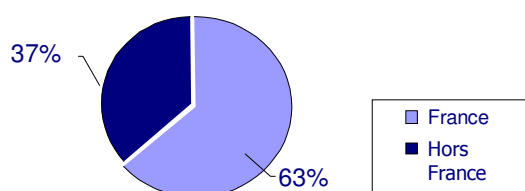
(Le périmètre de collecte d'information retenu pour cet indicateur représente 60% de la production).

Au vu des informations remontées pour l'exercice, la consommation d'eau s'élève à 14,3 millions de m³.

Les tableaux ci-dessous donnent un aperçu de cette consommation :



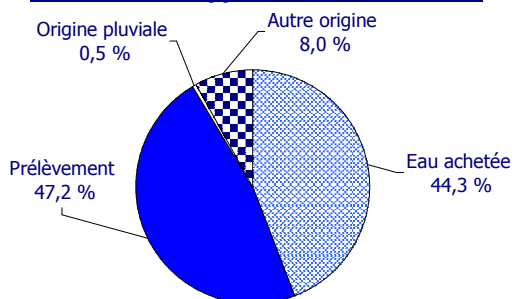
Consommation d'eau 2006



A périmètre constant, entre 2005 et 2006, en France comme à l'étranger, la consommation d'eau par tonne produite diminue de l'ordre de 4,6 % entre 2005 et 2006. Cette évolution va dans le sens de l'allègement de la pression sur les ressources naturelles.

L'analyse de la structure d'approvisionnement en eau montre que, même si le mouvement est encore marginal, l'utilisation de l'eau pluviale est en nette augmentation (de plus de 20 % par rapport à 2005), ce qui est encourageant.

Structure de l'approvisionnement 2006



Les dispositifs de maîtrise des consommations sont le plus souvent identiques d'une filiale à l'autre :

- installation de compteurs et suivi journalier des consommations,
- mise en place d'objectifs d'optimisation par atelier de production avec, par exemple, l'adoption de systèmes d'alerte journalière,
- amélioration de l'efficacité des lavages, avec ajustement des fréquences de nettoyage et des temps de rinçage,
- optimisation des outils de production avec, par exemple une évaluation préalable des consommations-type lors des renouvellements d'équipement,
- poursuite de la mise en place, pour les eaux de refroidissement, de circuits fermés sans déperditions ni risques de pollution.

AMELIORER L'EFFICACITE ENERGETIQUE

(Le périmètre de collecte d'information retenu pour cet indicateur représente 58% de la production).

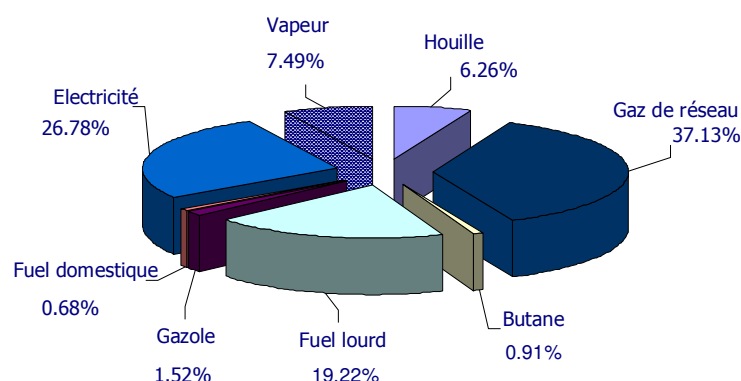
En 2006, le Groupe a poursuivi sa démarche de réduction de la facture énergétique avec la double volonté de minimiser, d'une part, les engagements financiers, et de limiter, d'autre part, le recours aux énergies non renouvelables.

Au cours de la période 2005 -2006, la consommation énergétique par tonne produite baisse de 9 %. La consommation par unité de chiffre d'affaires affiche une baisse, quant à elle, de 14 %. Les usines françaises du Groupe font mieux, en 2006, que le dernier ratio de référence de l'industrie laitière française (NAF¹ 15-5).

Structure de la consommation énergétique

(Le périmètre de collecte d'information retenu pour cet indicateur représente 79% de la production).

L'approvisionnement énergétique des sites de production du groupe Bongrain SA est constitué en grande partie de combustibles fossiles. Sur le périmètre de 40 sites de production retenus dans le champ de l'analyse pour 2006, la consommation de l'ensemble gaz, produits pétroliers et houille représente 66 % de la valeur énergétique des consommations. Le tiers restant est composé pour l'essentiel d'électricité et de vapeur.



¹ NAF : Nomenclature Activités Françaises

Si l'on compare les structures de consommation énergétique à champ constant entre 2005 et 2006, on note une diminution de la consommation de houille au profit du gaz. Cette substitution a un impact important sur l'environnement car le gaz présente un contenu en carbone et en soufre moins élevé que celui de la houille et minimise ainsi les émissions de CO² et de SO².

REDUIRE LA CONSOMMATION D'EMBALLAGES

(Le périmètre de collecte d'information retenu pour cet indicateur représente 56% de la production).

Le Groupe s'attache à maîtriser sa consommation d'emballages. En 2006, sur l'ensemble des différentes catégories d'emballages, il est constaté une baisse des consommations de papier et de carton.

La consommation de papier diminue de 15 %. Celle de carton baisse de 10,6 % à production quasi-constante. Une part importante de cette réduction provient de quatre sites qui ont réduit leur consommation de plus de 30 %.

Il est à noter que pour les six sites qui déclaraient, en 2005, mener une politique de réduction de la consommation de papier et emballages, il y a eu effectivement une réduction du ratio de consommation papier-carton, par tonne produite, de près de 15 %.

MAÎTRISER LES REJETS ET DECHETS

Limites les émissions dans l'air

(Le périmètre de collecte d'information retenu pour cet indicateur représente 58% de la production).

Sur le périmètre étudié, la production de CO² s'élève à 314 kg par tonne produite. Il est observé une baisse des émissions directes de CO² par tonne produite de 13% par rapport aux données équivalentes de 2005.

L'évolution résulte notamment pour partie de l'abandon, par un site de production situé à l'étranger, de l'usage de la houille au profit du gaz. En France, la baisse résulte directement de la diminution de la consommation énergétique.

Les eaux usées

(Le périmètre de collecte d'information retenu pour cet indicateur représente 64% de la production).

La part des eaux traitées sur site augmente de manière significative entre 2005 et 2006 (+13%), ce qui traduit bien l'engagement du Groupe pour limiter l'impact de son activité sur l'environnement.

Les déchets industriels

(Le périmètre de collecte d'information retenu pour cet indicateur représente 43% de la production).

Les déchets industriels produits par le Groupe sont majoritairement non dangereux. Ils proviennent principalement de la consommation de matières (lait, crème, poudre de lait, matières grasses animales, sel...) et d'emballages (papier, carton, aluminium, bois).

Les filiales du Groupe confient la quasi-totalité de ces déchets industriels à des filières externes d'élimination et/ou de recyclage en recherchant toujours les meilleures possibilités de valorisation. Le reste est valorisé en interne (incinération principalement).

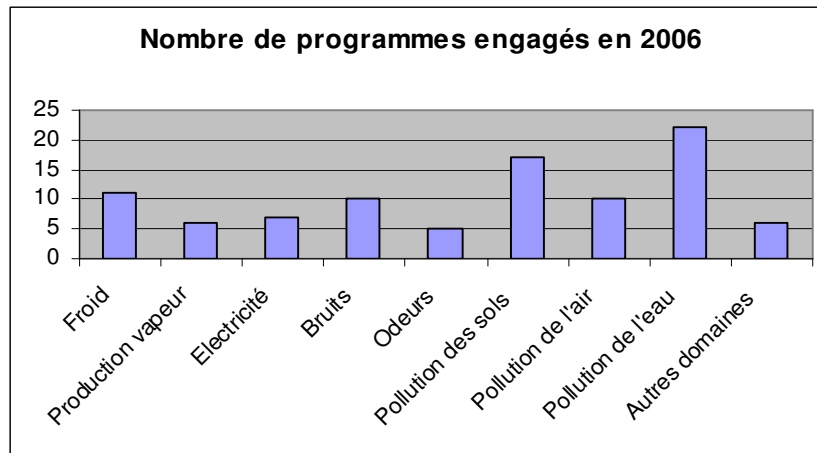
Pour réduire l'impact sur l'environnement des déchets qu'elles produisent, de plus en plus de filiales développent le tri sélectif ou engagent des politiques de réduction des déchets. Ainsi, la production moyenne de déchets non dangereux est passée de 48 kg par tonne de produit en 2005 à 39 en 2006, soit une baisse de 18 %. Ce résultat, encourageant, devra être confirmé sur l'exercice en cours.

RESTREINDRE LES AUTRES NUISANCES ET LUTTER CONTRE LA POLLUTION

(Le périmètre de collecte d'information retenu pour cet indicateur représente 72% de la production).

Près de cent programmes de protection de l'environnement ont été conduits, sur l'ensemble des sites de production, au cours de l'année 2006. Parmi lesquels, la réduction de la pollution des sols et de l'eau apparaît comme une priorité.

Le tableau, ci-dessous, présente le nombre de programmes engagés pour lutter contre les pollutions et limiter les nuisances.



A titre d'exemple, peuvent être cités :

- s'agissant de la lutte contre la pollution des sols :
 - la réfection des conduites d'eaux usées,
 - le traitement des eaux usées et la réduction de la quantité de produits lessiviels phosphoriques,
 - la réfection de dalles de lavage camions et la mise en place de bacs de rétention serum,
- s'agissant de la lutte contre la pollution de l'eau :
 - l'amélioration de la qualité des rejets STEP - station d'épuration avec analyse des rejets,
 - la mise en place d'une séparation réseaux d'eaux résiduelles et d'eaux pluviales,
 - l'achat de bacs de rétention.

RAPPORT SOCIAL 2006

Le Groupe Bongrain SA a la volonté de développer et de faire évoluer ses collaborateurs afin de leur permettre de faire carrière dans l'entreprise, autour de fortes valeurs éthiques empreintes d'humanisme social.

Le Groupe souhaite également renforcer dans chaque métier le niveau de compétences de ses collaborateurs et disposer ainsi de professionnels capables de s'adapter aux enjeux stratégiques du Groupe et aux exigences d'un environnement en constante évolution.

Dans chacune des filiales et à tous les niveaux, des formations métiers adaptées aux besoins particuliers du Groupe contribuent à cet objectif.

LE GROUPE ET SES COLLABORATEURS

Pour 2006, les effectifs moyens - y compris les intérimaires - des sociétés intégrées globalement comprennent 18 587 collaborateurs. Les effectifs inscrits au 31.12.06 s'élèvent, pour leur part, à 17 262 contre 18 165 en 2005. Cette variation s'explique principalement par les cessions d'activité qui ont eu lieu courant de l'année.

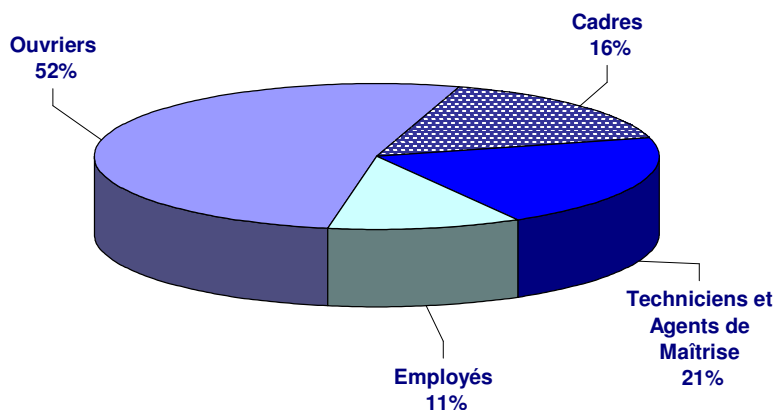
Répartition des effectifs au 31.12.06

(Le périmètre de collecte d'information retenu pour cet indicateur représente 98% des effectifs inscrits au 31.12.06)

- géographique:
45% en France
39% en Europe (hors France)
16% dans le reste du Monde
- par statut sur le périmètre France

Sur le périmètre France la part des Cadres s'élève à 16%. Les ouvriers représentent la majorité des effectifs. Dans l'ensemble des filiales françaises, la répartition des effectifs par statut reste stable par rapport à 2005.

Répartition par type de statut :



- par type de contrat

En France, la part des permanents en 2006 s'élève à 94.9 % ce qui représente un accroissement de 1.3 % par rapport à 2005.

On note une réduction de 21% du personnel non permanent (CDD + contrats en alternance) en France. Cette tendance se retrouve également dans les filiales étrangères.

Au niveau du Groupe, la part des intérimaires et assimilés recensés au 31 décembre 2006 s'élève à 4% de l'effectif.

LES FEMMES DANS LE GROUPE

- Représentativité des femmes

La part des femmes dans le Groupe reste stable à près de 40%.

Comme en 2004 et en 2005, des différences importantes peuvent être observées selon :

- la nature du métier : les filiales dédiées aux produits industriels emploient peu de femmes (21%),
- et l'implantation géographique de la filiale: les filiales d'Europe centrale et orientale emploient une majorité de femmes (55%).

- La part des femmes dans l'encadrement

Dans l'ensemble du Groupe la part des femmes dans l'encadrement représente 32%, en légère progression par rapport à 2005.

A titre de comparaison, en France, le pourcentage de femmes s'élève à 31 % parmi les Cadres alors que, l'enquête emploi du CEREQ (Source « Portraits statistiques de branches » issue de la base de données du CEREQ) de 2000-2002 montrait une moyenne de 24% dans les industries agro-alimentaires.

EGALITE PROFESSIONNELLE HOMMES-FEMMES

Parmi les principales actions entreprises dans le Groupe en faveur de l'égalité professionnelle hommes-femmes il convient de noter la vérification de non discrimination au détriment des femmes en termes de qualification, d'évolution de carrière, de rémunération, de formation ainsi qu'au moment des embauches.

Les efforts entrepris en 2005 pour rendre plus accessible une majorité de postes au personnel féminin se sont poursuivis en 2006. Parmi les principales actions, citons notamment :

- l'aménagement des horaires lorsque c'est possible
- l'aménagement des postes de travail avec réduction de la pénibilité
- les actions d'accompagnement liées aux enfants, et en faveur du congé maternité,

MOUVEMENTS DE PERSONNEL PERMANENT

(Le périmètre de collecte d'information retenu pour cet indicateur représente 88% des effectifs inscrits au 31.12.06)

Au niveau du Groupe en 2006, le taux d'embauche des effectifs en contrat permanent s'élève à 5.5% (en recul par rapport à 2005) contre 9.4% pour le taux de départ à périmètre constant.

RECRUTEMENT ET CONTEXTE

Les difficultés de recrutement sur certains postes ont augmenté en 2006 et concernent majoritairement les filiales de production. Des difficultés sont notamment à noter sur le recrutement de postes de techniciens de maintenance.

Les filiales de l'Europe de l'Ouest (hors France) semblent bénéficier d'une tendance un peu plus favorable cette année, limitant les difficultés de recrutement. En revanche, en Europe centrale et orientale, les spécialistes fromagers sont de plus en plus recherchés par l'industrie agro-alimentaire, ce qui provoque une pénurie et une augmentation du coût salarial.

SAUVEGARDE DE L'EMPLOI : DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT RENFORCEES

Dans les filiales du Groupe, les actions préventives et d'accompagnement sont priorisées. Le Groupe accompagne ses collaborateurs tout au long de leur parcours professionnel.

Parmi les dispositifs déployés, figurent les actions clés suivantes :

- les formations adaptées,
- la mobilité interne,
- les bilans de compétences,
- l'outplacement,
- la participation aux frais de mobilité.

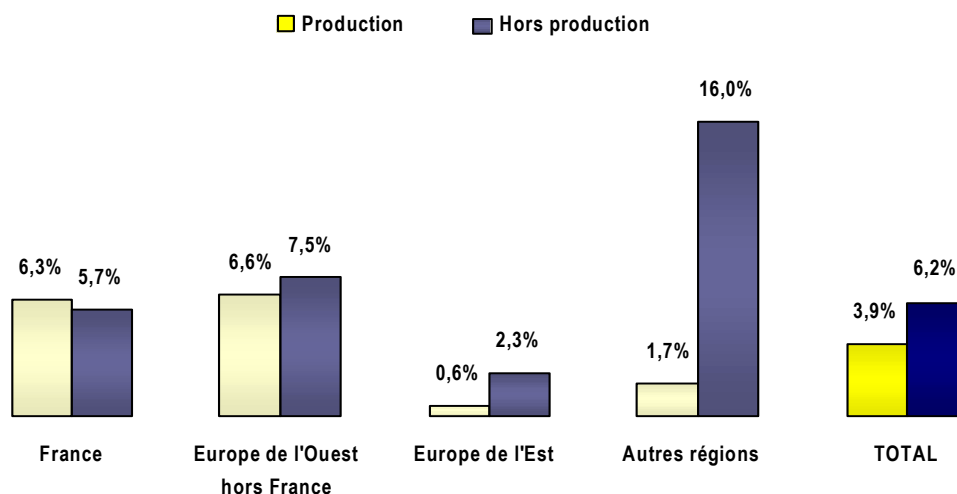
TEMPS DE TRAVAIL

(Le périmètre de collecte d'information retenu pour cet indicateur représente 89% des effectifs inscrits au 31.12.06)

- L'organisation du temps de travail

Comme en 2005, le temps partiel concerne 4% de l'ensemble des salariés du Groupe. Cette pratique est largement plus répandue en Europe de l'Ouest que dans les autres pays, notamment pour le personnel féminin avec un pourcentage de 17.4 % (contre 3% hors France). Cette situation est très comparable à celle des années précédentes. Le temps partiel des hommes est en très léger recul en France, alors qu'il augmente modérément à l'étranger.

Répartition du temps partiel par région



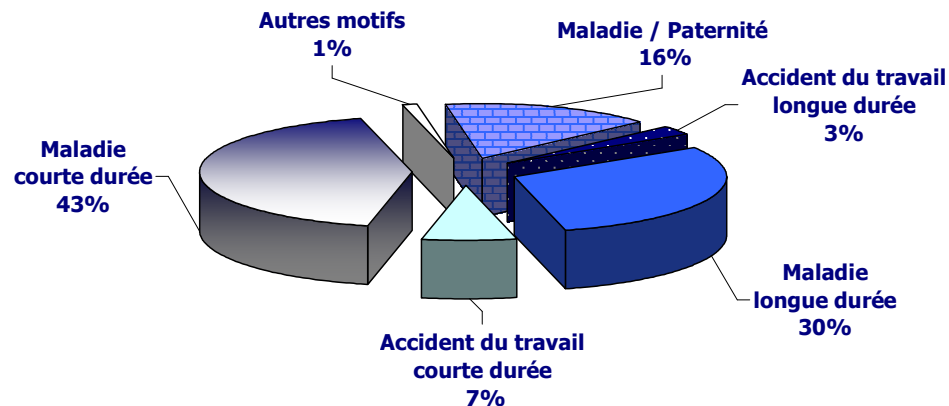
Le taux de travail à temps partiel est particulièrement élevé dans les sociétés de service du Groupe situées en France où le pourcentage d'employés et de femmes est le plus important.

- Les absences

(Le périmètre de collecte d'information retenu pour cet indicateur représente 87% des effectifs inscrits au 31.12.06)

En moyenne, on compte 17.8 jours calendaires d'absence par salarié par an essentiellement pour raison médicale (maladie ou accident du travail), ou maternité/paternité. Ces résultats restent stables par rapport à 2005.

Répartition des motifs d'absence



N.B : longue durée = supérieure ou égale à 90 jours calendaires

En 2006, comme en 2005, les maladies de courte durée représentent le premier motif d'absence au travail. Les longues maladies représentent le deuxième motif d'absence.

Le nombre de jours d'absence par salarié est plus élevé en Europe centrale et orientale qu'en Europe occidentale, les congés maternité/paternité y étant deux fois plus nombreux que dans les autres filiales européennes. Cela reflète le poids important du personnel féminin dans cette zone.

- Travail en équipes et travail de nuit :

En France, 38% des salariés travaillent en équipes successives. Ce pourcentage s'élève à 46% dans les filiales de production.

Le travail de nuit concerne un quart des salariés des filiales françaises, 28% des filiales de production.

SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

(Le périmètre de collecte d'information retenu pour cet indicateur représente 87% des effectifs inscrits au 31.12.06)

Au niveau du Groupe le taux de fréquence s'établit à 23.2 et le taux de gravité à 0.89.

En France, le taux de fréquence des accidents du travail est inférieur de 8.7% au taux national du secteur fromager pour 2006. Le taux de gravité est inférieur de 18% à la moyenne de l'activité de production de fromage (selon les statistiques de la CNAM).

Le Groupe veille à assurer la sécurité au travail et le respect de l'intégrité physique de tous ses salariés en mettant en place des plans de prévention et en développant des comportements responsables en matière de sécurité.

Les efforts entrepris par les filiales pour réduire leur nombre d'accidents du travail se sont accrus en 2006, en s'appuyant sur différentes formes d'actions de type :

- formation,
- nomination d'un responsable sécurité,
- études d'ergonomie avec la médecine du travail,
- de nouveaux matériels de protection auditive,
- campagnes anti-tabac...

SOUS-TRAITANCE

Un grand nombre de filiales ont recours à la sous-traitance, notamment sur les deux activités de nettoyage et du traitement des nuisibles.

TRAVAILLEURS HANDICAPES

Le pourcentage de travailleurs handicapés dans le Groupe en 2006 reste stable à 2,4% des effectifs.

Il est plus élevé dans les filiales françaises où il atteint 3.7% des effectifs.

De manière générale les filiales de production emploient plus de 90% des travailleurs handicapés du Groupe.

Les principales actions spécifiques développées localement en faveur des travailleurs handicapés sont :

- l'aménagement des postes de travail en fonction du handicap,
- l'aménagement des horaires ou de la durée du travail,
- la mise à disposition de parking ou l'aménagement des rampes d'accès aux bâtiments,
- les contacts avec les centres d'aide par le travail,
- le reclassement de salariés atteints d'un handicap afin de permettre le maintien dans l'emploi.

Par ailleurs les filiales du Groupe entretiennent des relations fréquentes avec des associations d'insertion, les Centres d'Aide par le Travail, des associations d'handicapés,...

Par rapport à l'année précédente, les filiales sont plus nombreuses à améliorer l'accès aux locaux et à offrir des horaires aménagés, quelle qu'en soit la modalité : horaires quotidiens, congés supplémentaires,...

ŒUVRES SOCIALES

En France, le budget œuvres sociales est principalement géré par le Comité d'Entreprise de chaque filiale. Par ailleurs certaines entreprises participent partiellement ou totalement, aux prises en charge telles que mutuelle, transport, tickets restaurant, chèques vacances. La mutuelle étant la prise en charge la plus répandue.

Globalement, les prestations directes de l'entreprise ont progressé, en particulier dans les domaines de la santé et des transports. Le champ des loisirs est davantage le domaine des comités d'entreprise.

DIALOGUE SOCIAL

Dans l'ensemble du Groupe, 9 salariés sur 10 bénéficient d'institutions de représentation du personnel.

Ce taux reste stable pour la France et pour le reste du Groupe.

En 2006, les thèmes des accords en vigueur dans les filiales portent sur :

- les salaires,
- le temps de travail,
- le travail de nuit,
- l'intéressement,

auxquels s'ajoutent pour la France :

- la participation,
- le compte épargne-temps.

COMMUNICATION DANS LE GROUPE

En 2006, les réseaux Intranet et les journaux d'entreprise continuent à se développer, en particulier dans les filiales étrangères. Les journaux d'entreprise constituent un levier important de communication au sein des filiales en vue de mettre en avant les actions des collaborateurs. En effet, les principaux thèmes abordés concernent le lancement des nouveaux produits valorisant les innovations, les grands projets d'amélioration continue fédérant les collaborateurs et plus généralement toute l'actualité ayant trait à la vie de l'entreprise.

REMUNERATIONS

En complément du salaire fixe, la rétribution comprend pour certaines populations une part variable individuelle en fonction de l'atteinte d'objectifs, à laquelle s'ajoutent le cas échéant participation et intéressement, complétée par une protection sociale (prévoyance et mutuelle).

Se reporter aux chiffres publiés dans les Etats financiers – Rubrique Frais de personnel.

EPARGNE SALARIALE DANS LE GROUPE

Une majorité de salariés a accès à diverses formules d'épargne salariale. En France, la réserve spéciale de participation concernant l'année 2006 s'élève à 6 497 757 Euros.

DEVELOPPEMENT DES COLLABORATEURS : UNE REELLE VOLONTE DU GROUPE

(Le périmètre de collecte d'information retenu pour cet indicateur représente 69% des effectifs inscrits au 31.12.06, à périmètre constant)

Dans un double objectif de préparer la relève de ses collaborateurs pour pérenniser son savoir-faire, et de leur permettre des évolutions professionnelles, le Groupe place dans ses orientations majeures le développement des compétences de ses salariés.

L'investissement formation par salarié et la durée moyenne des formations ont augmenté de 2% par rapport à 2005

En France près de 10 000 jours de formation ont été dispensés en 2006.

En Europe de l'Ouest, un effort particulier a été fait sur la formation des non Cadres.

La politique visant à promouvoir l'intégration des jeunes en entreprise s'est confirmée. En France, on note une progression du nombre de contrats en alternance de près de 43%, soit 156 contrats recensés à fin décembre 2006.

IMPACT TERRITORIAL DES ACTIVITES: L'ENGAGEMENT LOCAL

En France, les instances avec lesquelles se font les échanges sont principalement les chambres de commerce, mais également les collectivités locales au niveau départemental ou régional (conseils généraux et régionaux), le MEDEF, l'APEC ou l'ANPE.

De manière générale, les filiales ont des contacts soit avec les autorités locales, soit avec des organisations patronales locales, soit avec des organismes de formations ou des offices de travail.

C'est dans le domaine de l'enseignement que les filiales du Groupe, notamment les établissements de production, ont le plus d'échanges avec le tissu social : les filiales ont des relations avec un établissement d'enseignement via principalement l'accueil de stagiaires, d'apprentis ou le versement de la taxe professionnelle.

ANNEXE 2 : REMUNERATION DES DIRIGEANTS ET MANDATAIRES SOCIAUX

Montant brut global en euros des rémunérations et avantages perçus par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2006 :

MANDATAIRES SOCIAUX	GLOBAL	VARIABLE
Monsieur Alex Bongrain	671 122	118 540
Monsieur Alain Bonnet de Paillerets	413 250	116 250
Monsieur Pascal Breton	678 750	303 750
Monsieur François Wolfowski	425 000	125 000
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		
Monsieur Armand Bongrain	202 000	
Monsieur Daniel Bracquart	39 000	
Monsieur Jacques Gairard	43 500	
Monsieur Michel Godet	27 000	
Monsieur Bernard Houlot	397 714	
Monsieur Jean-William Mattras	56 250	
Monsieur Xavier Paul-Renard	369 938	
Monsieur Jürgen Reimnitz	39 000	
Monsieur Georges Robin	39 000	
Monsieur Jean-Hugues Vadot	18 000	
TOTAL	3 419 524	

ANNEXE 3 : MANDATS SOCIAUX ET FONCTIONS DU PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL, DES ADMINISTRATEURS ET DES DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

Monsieur Alex BONGRAIN

Né le 16/03/1952 à Neuilly sur Seine (92)

Nationalité française

**Président du Conseil d'Administration de BONGRAIN SA
depuis le 11 janvier 2007**

Autres mandats et fonctions exercés en France :

*** Administrateur**

- ❖ FROMAGERIES F. PAUL RENARD SA
- ❖ SODIPAG SA
- ❖ SPAGNY SA

*** Représentant permanent de la Société BONGRAIN SA, Société Administrateur**

- ❖ chez Alliance Laitière Européenne SA

*** Représentant légal**

- ❖ EUFIPAR SA

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

*** Président et Administrateur délégué**

- ❖ VALRHONA JAPON SA
- ❖ BONGRAIN ITALIA

*** Administrateur Délégué**

- ❖ SOFIG SA
- ❖ SB Management and Services SA
- ❖ EUFIPAR SA
- ❖ EUREXPAN
- ❖ BONGRAIN EUROPARTICIPATIONS
- ❖ BONGRAIN NEDERLAND
- ❖ MARTINUS
- ❖ PATURAIN FINANCE BV

*** Administrateur**

- ❖ BONGRAIN TIANJIN FOODS
- ❖ ANGULO
- ❖ MANTEQUERIAS ARIAS
- ❖ ZAUSNER FOODS CORP. et ses filiales
- ❖ DABON INTERNATIONAL PVT LTD
- ❖ BRESSE BLEU JAPON
- ❖ ANCO ALIMENTOS DE MEXICO
- ❖ BONGRAIN UK

Activités professionnelles actuelles et au cours des 5 dernières années

*** Président-Directeur Général**

- ❖ BONGRAIN SA du 28 avril 2004 au 11 janvier 2007

*** Administrateur**

- ❖ BONGRAIN SA du 28 avril 2004 à ce jour

Monsieur Armand BONGRAIN

Né le 9/06/1953 à Nancy (54)

Nationalité française

Administrateur de BONGRAIN SA depuis le 28/04/2004

Autres mandats et fonctions exercés en France :

*** Président du Conseil de Surveillance**

- ❖ SOPARIND SCA

*** Gérant**

- ❖ SCI LYAUTEY MEDOC

*** Administrateur**

- ❖ SODIPAG SA

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

*** Administrateur**

- ❖ BONGRAIN AG
- ❖ SOFIG
- ❖ MASHREQ DES PRODUITS LAITIERS
- ❖ ZAUSNER FOODS CORP.
- ❖ LA MAISON DU CHOCOLAT JAPON KK
- ❖ VALRHONA JAPON

*** Administrateur délégué**

- ❖ EUFIPAR SA

*** Président et Administrateur**

- ❖ BONGRAIN UK
- ❖ LA MAISON DU CHOCOLAT INC.
- ❖ LMC 49th, INC.
- ❖ LMC 73rd, INC.
- ❖ VALRHONA INC.
- ❖ LA MAISON DU CHOCOLAT JAPON KK

*** Président du conseil d'administration**

- ❖ BR INVESTISSEMENTS
- ❖ FOOD MARKETING INTERNATIONAL

Activités professionnelles actuelles et au cours des 5 dernières années

*** Président du Conseil de Surveillance**

- ❖ SOPARIND S.C.A.

*** Membre du Conseil de Surveillance**

- ❖ BONGRAIN SA du 26/04/2001 au 28/04/2004

Monsieur Daniel BRACQUART

Né le 3/07/1942 à EPLESIER (80)

Nationalité française

Administrateur de BONGRAIN SA depuis le 08/03/2005

Autres mandats et fonctions exercés en France :

*** Vice-Président du Conseil de Surveillance**

- ❖ BONDUELLE SCA

*** Administrateur**

- ❖ ROQUETTE FRERES
- ❖ ANIA

*** Président**

- ❖ ADEPALE (Association Des Entreprises de Produits Alimentaires Elaborés)

Activités professionnelles actuelles et au cours des 5 dernières années

- 2001 = Président du Directoire de BONDUELLE SA et Co-Gérant de BONDUELLE SCA
- 2002 et 2003 = Conseiller du Directoire de BONDUELLE SA
- 2004 = départ à la retraite à compter de juillet 2004

Monsieur Jacques GAIRARD

Né le 26/08/1939 à Bordeaux (33)

Nationalité française

Administrateur de BONGRAIN SA depuis le 28/04/2004

Autres mandats et fonctions exercés en France :

*** Administrateur**

- ❖ Groupe SEB SA
- ❖ LA MAISON ROUGE (FONDATION D'ART CONTEMPORAIN)

*** Membre du Conseil de Surveillance**

- ❖ GROUPE NORBERT DENTRESSANGLE

*** Membre du Conseil de Gérance**

Société Civile Venelle Investissement

Activités professionnelles actuelles et au cours des 5 dernières années

*** Membre du Conseil de Surveillance**

- ❖ BONGRAIN SA du 05/09/1997 au 28/04/2004

Monsieur Michel GODET

Né le 9/04/1948 à Tours (37)

Nationalité française

Administrateur de BONGRAIN SA depuis le 28/04/2004

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Professeur titulaire de la chaire de prospective industrielle au Conservatoire National des Arts et Métiers
- Membre du Haut Conseil de la Population et de la Famille auprès du Président de la République
- Membre du Conseil d'Analyse Economique (auprès du Premier Ministre)
- Membre de l'Académie des Technologies

Activités professionnelles actuelles et au cours des 5 dernières années

- Professeur Titulaire de la chaire de prospective industrielle au Conservatoire National des Arts et Métiers

Monsieur Bernard HOULOT

Né le 20/03/1943 à DOMMARTIN LE SAINT PERE

Nationalité française

Administrateur de BONGRAIN SA depuis le 28/04/2004

Autres mandats et fonctions exercés en France :

*** Administrateur**

- ❖ JJ KIEFFER SERVICES SA
- ❖ POTEL & CHABOT
- ❖ ETS ROGER JUNCA SAS

*** Directeur Général**

- ❖ SOPARIND DEVELOPPEMENT SAS
- ❖ LUISSIER SAS

*** Membre du Conseil de Surveillance**

- ❖ SOPARIND S.C.A.

*** Président du Conseil de Surveillance**

- ❖ BONGRAIN INTERNATIONAL SAS

*** Gérant non associé**

- ❖ ALLIANCE OCEANE
- ❖ SCI DU PONT DE MAYE LANE

Monsieur Bernard HOULOT (suite)

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

*** Gérant**

- ❖ IFM EUROPE GmbH

*** Administrateur**

- ❖ VALRHONA ESPAGNA
- ❖ LMDC UK
- ❖ LA MAISON DU CHOCOLAT JAPON KK

*** Président du Conseil de Surveillance / Administrateur**

- VALRHONA ITALIA

*** Administrateur délégué**

- LA MAISON DU CHOCOLAT JAPON KK
- VILLARS

Activités professionnelles actuelles et au cours des 5 dernières années

- Directeur APME jusqu'au 31/03/2004
- Cadre Dirigeant de la Société SOGASI depuis le 01/04/2004
- Membre du Conseil de Surveillance de SOPARIND S.C.A. depuis le 29/06/2001

Monsieur Jean-William MATTRAS

Né le 25/02/1936 à CLAIRAC (47)

Nationalité française

Administrateur de BONGRAIN SA depuis le 28/04/2004

Autres mandats et fonctions exercés en France :

*** Administrateur**

- ❖ SOPARIND SA

*** Membre du Conseil de Surveillance**

- ❖ BONGRAIN INTERNATIONAL SAS

Activités professionnelles actuelles et au cours des 5 dernières années

*** Membre du Conseil de Surveillance**

- ❖ BONGRAIN SA du 05/09/1997 au 28/04/2004

Monsieur Xavier PAUL-RENARD

Né le 20/08/1939 à La Chapelle Vieille Forêt (89)

Nationalité française

Administrateur de BONGRAIN SA depuis le 28/04/2004

Autres mandats et fonctions exercés en France :

*** Membre du Conseil de Surveillance**

- ❖ SOPARIND S.C.A.
- ❖ Société Financière HR

*** Représentant permanent**

- ❖ BONGRAIN EUROPE SAS, Administrateur chez Compagnie Laitière Européenne (CLE) SA

*** Administrateur**

- ❖ Rambaud La Brosse SA
- ❖ Le Goût de la Vie SA

Mandats et fonctions exercés à l'étranger :

*** Administrateur**

- ❖ EMMI Fondue AG

Activités professionnelles actuelles et au cours des 5 dernières années

*** Président jusqu'à fin 2005**

- Fédération Nationale de l'Industrie Laitière (FNIL)
- Association de la Transformation Laitière Française (ATLA)
- Centre de Recherche et d'Information Nutritionnelle (CERIN) / représentant de la FNIL

*** Vice-Président jusqu'à fin 2005**

- Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière (CNIEL)

*** Administrateur jusqu'à fin 2005**

- Association Nationale des Industries Alimentaires (ANIA)
- Office National Interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONILAIT)
- Salon International de l'Alimentation (SIAL) – Représentant de la FNIL

*** Membre du Conseil de Surveillance**

- ❖ BONGRAIN SA du 05/09/1997 au 28/04/2004

Monsieur Jürgen REIMNITZ

Né le 22/09/1930 à Gleiwitz (Allemagne)

Nationalité allemande

Administrateur de BONGRAIN SA depuis le 28/04/2004

Autres mandats et fonctions exercés en France :

*** Censeur**

- ❖ REMY COINTREAU SA

*** Président du Comité Financier**

- ❖ I.C.C. International Chamber of Commerce (Paris)

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

*** Président du Conseil de Surveillance**

- ❖ AIR LIQUIDE GmbH (Allemagne)
- ❖ AIR LIQUIDE Deutschland GmbH (Allemagne)

*** Vice-Président et Trésorier**

- ❖ I.C.C. Internationale Handelskammer Deutsche Langesgruppe

*** Membre**

- ❖ UNITED NATIONS (New York), membre du Comité d'Investissements
- ❖ FITCH Inc. (New York/London), Membre du Comité International Consultatif

Activités professionnelles actuelles et au cours des 5 dernières années

*** Président du Comité Financier**

- ❖ I.C.C. International Chamber of Commerce (Paris)

*** Président du Conseil de Surveillance**

- ❖ AIR LIQUIDE GmbH (Allemagne)
- ❖ AIR LIQUIDE Deutschland GmbH (Allemagne)

*** Président du Conseil d'Administration**

- ❖ Merrill Lynch Investment Managers (Luxembourg)
- ❖ Mercury World Bond Fund
- ❖ Merrill Lynch Offshore Sterling Trust

*** Vice-Président et Trésorier**

- ❖ ICC Deutschland

*** Membre**

- ❖ UNITED NATIONS (New York), membre du Comité d'Investissements
- ❖ FITCH Inc. (New York/London), Membre du Comité International Consultatif
- ❖ REMY COINTREAU SA

*** Membre du Conseil de Surveillance**

- ❖ BONGRAIN SA du 05/09/1997 au 28/04/2004

Monsieur Georges ROBIN

Né le 7/01/1928 à Paris (75)

Nationalité française

Administrateur de BONGRAIN SA depuis le 28/04/2004

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- Membre du Conseil d'Administration de la Société Eco-emballages SA
- Membre du Conseil de Surveillance de Beiersdorf France et Unilever France Holding
- Président du Conseil National de l'Emballage
- Président d'honneur de l'ILEC (Institut de liaisons et d'études des industries de consommation)

Activités professionnelles actuelles et au cours des 5 dernières années

- 1993-2005 = Conseiller au Conseil de la Concurrence
- 1997 = Président au Conseil National de l'Emballage
- Président d'Honneur de la Fédération National des Industries de Corps Gras
- Administrateur de l'ITERG (Institut Technique Etudes et de Recherche des Corps Gras)

Monsieur Jean-Hugues VADOT

Né le 5/02/1939 à Nantes (44)

Nationalité française

Administrateur BONGRAIN SA depuis le 28/04/2004

Autres mandats et fonctions exercés en France :

*** Membre du Conseil de Surveillance**

- ❖ SOPARIND S.C.A. depuis le 16/07/1990

Activités professionnelles actuelles et au cours des 5 dernières années

* Directeur Financier BONGRAIN SA

*** Membre du Conseil de Surveillance**

- ❖ BONGRAIN SA du 26/04/2001 au 28/04/2004

DIRECTEUR GENERAL ET DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

Monsieur Pascal BRETON

Né le 16/10/1946 à SARGE-SUR-BRAYE (41)

Nationalité française

Directeur Général BONGRAIN SA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

*** Président**

- ❖ Compagnie Laitière Européenne (CLE) SA

*** Président et Administrateur**

- ❖ Compagnie Générale Laitière (CGL)

*** Administrateur / Directeur Général**

- ❖ Alliance Laitière Européenne (ALE)

*** Président**

- ❖ Association La Compagnie des Maîtres Fromagers

*** Représentant permanent**

- Compagnie Laitière Européenne (CLE) SA, Administrateur chez Centre Bretagne Lait (CBL) SA

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

*** Administrateur**

- ❖ CORMAN SA (Belgique)
- ❖ CORMAN-MILOKO IRELAND Ltd (Irlande)
- ❖ SOGEGREEN Ltd (Irlande)

*** Membre du Conseil de Surveillance**

- ❖ VESZPREMTEJ (Hongrie)
- ❖ PANNONTEJ (Hongrie)
- ❖ MAGYAR SAJTHAZ (Hongrie)
- ❖ NOVOMILK (Slovaquie)
- ❖ MLEKOPRODUKT (Serbie)
- ❖ LIPTOVSKA MLIEKAREN (Slovaquie)
- ❖ MILEX (Slovaquie)

*** Membre du Directoire**

- ❖ POVLTAVSKE MLEKARNY (République Tchèque)

Monsieur Alain BONNET de PAILLERETS

Né le 11/02/1946 à Paris (75)

Nationalité française

Directeur Général Délégué BONGRAIN SA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

*** Membre du Directoire**

- ❖ BONGRAIN INTERNATIONAL SAS

*** Représentant permanent**

- ❖ BONGRAIN SA, Administrateur chez Compagnie Laitière Européenne (CLE) SA

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

*** Président**

- ❖ BONGRAIN TIANJIN FOODS

*** Administrateur**

- ❖ ANGULO
- ❖ MANTEQUERIAS ARIAS
- ❖ SPECIALTY DISTRIBUTING CORP.
- ❖ ZAUSNER FOODS CORP.
- ❖ AFP ADVANCED FOOD PRODUCTS LLC
- ❖ BC-USA, INC.
- ❖ EAST SMITHFIELD FARMS INC.
- ❖ KOLB-LENA BRESSE BLEU, INC.
- ❖ REAL FRESH, INC.
- ❖ FLEUR DE LAIT FOODS LTD.
- ❖ DABON INTERNATIONAL PVT LTD
- ❖ BRESSE BLEU JAPON
- ❖ FROMAGERS ASSOCIES JAPON K.K.
- ❖ BR INVESTISSEMENTS
- ❖ FOOD MARKETING INTERNATIONAL
- ❖ FROMAGERIE DES DOUKKALA SA
- ❖ ANCO ALIMENTOS DE MEXICO
- ❖ BONPROLE
- ❖ MASHREQ DES PRODUITS LAITIERS
- ❖ MILKANA TIANJIN FOODS LTD CO
- ❖ MILKANA INTERNATIONAL TRADING (BEIJING) CO LTD

*** Gérant**

- ❖ ZAAM, LLC

Monsieur Jean-Paul TORRIS

Né le 11/12/1952 à Saigon (Vietnam)

Nationalité française

Directeur Général Délégué BONGRAIN SA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

*** Président du Conseil d'Administration**

- ❖ FROMAGERIES F. PAUL-RENARD SA
- ❖ BRESSOR ALLIANCE SA

*** Représentant permanent**

- ❖ BRESSOR ALLIANCE SA

*** Membre du Conseil de Surveillance**

- ❖ DIGIMIND SA
- ❖ NARDIBAL SA, Censeur

*** Gérant**

- ❖ S.I.T SARL

*** Gérant non associé**

- ❖ ALLIANCE FROMAGERE SNC

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

*** Gérant**

- ❖ EDELWEISS VERWALTUNG GmbH
- ❖ BONGRAIN DEUTSCHLAND

*** Administrateur délégué**

- ❖ BONGRAIN BENELUX

Monsieur François WOLFOVSKI

Né le 02/06/1958 à Paris (75)

Nationalité française

Directeur Général Délégué BONGRAIN SA

Autres mandats et fonctions exercés en France :

*** Président du Conseil d'Administration**

- ❖ POTEL & CHABOT SA

*** Administrateur**

- ❖ JJ KIEFFER SERVICES SA

*** Membre du Conseil de Surveillance**

- ❖ SOPARIND S.C.A. depuis le 30 juin 2006

*** Représentant permanent**

- ❖ Alliance Laitière Européenne (ALE), Administrateur chez Compagnie Laitière Européenne (CLE) SA

Autres mandats et fonctions exercés à l'étranger :

*** Administrateur délégué**

- ❖ SOFIG SA
- ❖ SB Management and Services SA
- ❖ EUFIPAR SA

*** Administrateur**

- ❖ VAL D'ARVE SA
- ❖ EMMI FONDUE

CANDIDATURE D'UN NOUVEL ADMINISTRATEUR

Madame Dominique DAMON

Née le 18/10/1946 à Paris 16^{ème} (75)
Nationalité française

Autres mandats et fonctions exercés en France :

*** Président-Directeur Général**

❖ MORGAN SA depuis 2006

*** Administrateur**

❖ Groupe SNPE depuis 2004

Activités professionnelles actuelles et au cours des 5 dernières années

*** Président-Directeur Général**

- Groupe IMPRESS de 1997 à 2003

*** Administrateur :**

- Société Nouvelle D. PORTHAULT (2005-2006)

- SSII SYLIS (2004)

- IMPRESS GROUP B.V (1998-2003)

*** En 2004 : création et management de la Société EVALIND INTERNATIONAL : financement, redressement et stratégie opérationnelle**

CANDIDATURE D'UN NOUVEL ADMINISTRATEUR

Madame Elisabeth LULIN

Née le 08/05/1966 à Versailles (78)
Nationalité française

Autres mandats et fonctions exercés en France :

- * Directeur Général de la Société Paradigmes et caetera
- * Groupe Société Générale : Administrateur depuis 2003 et Membre du Comité des comptes depuis 2004

Activités professionnelles actuelles et au cours des 5 dernières années

- * Professeur affilié à l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris
- * Membre du Comité Editorial de Sociétal, revue d'analyse économique et sociale
- * Président de Futurbulences
- * Membre des organes de gouvernance de :
 - Fondation Robert Schuman
 - Institut Aspen France
 - Institut Montaigne
 - Fondation pour l'Innovation politique
 - Centre français sur les Etats-Unis
 - Lisbon Council

ANNEXE 4 : TABLEAU DES DELEGATIONS DE COMPETENCES CONSENTIES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR L'AUGMENTATION DE CAPITAL

Assemblée Générale Ordinaire du 25 avril 2007

Exercice clos au 31 décembre 2006

Décisions	Opérations	Durée	Observations
AGE du 27/04/2005 = 1ère résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire	AUGMENTATION DE CAPITAL	26 mois	* Pas d'utilisation en 2006 * expire en juin 2007
	Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour l'augmentation du capital en numéraire ou par compensation de créances, par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières à concurrence de 61 728 864 €, sans suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.		
AGE du 27/04/2005 = 2 ème résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire	AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX SALAIRES	26 mois	* Pas d'utilisation en 2006 * expire en juin 2007
	Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour une augmentation de capital réservée aux salariés pour un montant maximum de 3% du capital soit 462 966 €		
AGE du 26/04/2006 = 1ère résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire	OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS	38 mois	* Pas d'utilisation en 2006 * expire en juin 2009
	Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour consentir des options de souscription d'actions, à concurrence de 200 000 options maximum, avec renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions à émettre.		

ANNEXE 5 : TABLEAUX RECAPITULATIFS DES OPERATIONS SUR TITRES DES DIRIGEANTS ET MANDATAIRES SOCIAUX

	Levée d'options d'achat d'actions			
Nom	date	lieu	prix unitaire en euros	montant en euros
Pascal BRETON	31/10	PARIS	37,91	151 640
Personnes liées				

	Cession d'actions			
Nom	date	lieu	prix unitaire en euros	montant en euros
Pascal BRETON	10/11	PARIS	62,95	1 259
	14/11	PARIS	63	103 950
	16/11	PARIS	64	21 120
	1/12	PARIS	69,95	34 975
	4/12	PARIS	71,4	35 700
	4/12	PARIS	71,95	35 975
	13/12	PARIS	73,95	14 790
Personnes liées				

	Levée d'options d'achat d'actions			
Nom	date	lieu	prix unitaire en euros	montant en euros
François WOLFOVSKI	5/5	PARIS	40,73	147 510
Personnes liées				

	Cession d'actions			
Nom	date	lieu	prix unitaire en euros	montant en euros
Jean-William MATTRAS	10/10	PARIS	62	9300
	4/12	PARIS	70,5	191 689
Personnes liées				

ANNEXE 6 : TABLEAU RECAPITULATIF DES TITRES DES ADMINISTRATEURS

Noms	Titres détenus		Total
	personnellement	par personnes liées	
Alex BONGRAIN	2 825		2 825
Armand BONGRAIN	100		100
Daniel BRACQUART	100		100
Jacques GAIRARD	200		200
Michel GODET	100		100
Bernard HOULOT	100		100
Jean-William MATTRAS	2 601	554	3 155
Xavier PAUL-RENARD	800	2 960	3 760
Jürgen REIMNITZ	100		100
Georges ROBIN	100		100
Jean-Hugues VADOT	10		10
TOTAL GENERAL	7 036	3 514	10 550